



## Arrêt

**n° 131 693 du 21 octobre 2014**  
**dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**agissant en nom propre et en qualité de représentante légale de :**

**X**

**X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par le Secrétaire  
d'Etat à l'Asile et la Migration chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIII<sup>E</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 22 mars 2008 , en son nom personnel et au nom de ses enfants mineurs, par X, qui déclare être de nationalité brésilienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 5 février 2008.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dites ci-après « la Loi ».

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 août 2014 convoquant les parties à l'audience du 23 septembre 2014.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me K. HAEGEMAN loco Me H. DOTREPPE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINIER loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. La partie requérante déclare être arrivée sur le territoire, le 12 février 2004 munie d'un passeport valable jusqu'au 8 janvier 2007.

1.2. Le 12 février 2004, la partie défenderesse a pris à son égard un ordre de quitter le territoire, lequel sera exécuté le 13 février 2004.

1.3. Le 3 janvier 2007, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9, alinéa 3 de la Loi. Cette demande a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité le 5 février 2008.

1.4. Le 22 février 2008, un ordre de quitter le territoire lui a été notifié, il s'agit de l'acte attaqué qui est motivé comme suit :

**« MOTIF DE LA DECISION:**

*Demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6 ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé (Loi du 15.12.80-article 7 al 1,2)*

*Les intéressés n'ont fait aucune déclaration d'arrivée auprès des autorités compétentes.*

*A défaut d'obtempérer à cet ordre, le prénommé s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires*

*Sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené à la frontière et à être détenu à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi»*

1.5. Le 14 avril 2008, elle a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 bis de la Loi.

## **2. Question préalable.**

Le 31 juillet 2008, le greffe du Conseil a invité la partie requérante à déposer un mémoire en réplique. Le dépôt de pareil document n'étant pas prévu dans le cadre de la procédure en débats succincts visée à l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, il y a lieu de l'écarter des débats.

A l'audience, la partie requérante estime qu'il est mieux d'avoir un écrit « *de trop que trop peu* », considérations qui n'énervent en rien ce qui précède.

## **3. Exposé du moyen d'annulation.**

La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 39/70, 52 et 62 de la Loi, ainsi que du principe général de bonne administration et du contradictoire et de l'erreur manifeste d'appréciation.

Elle soutient en substance que « *la partie adverse a motivé l'acte attaqué par référence à l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980 sans indiquer les raisons pour lesquelles elle n'a pas donné suite à la demande de régularisation de séjour fondée sur l'article 9, alinéa 3 de la loi précitée.* ». Elle poursuit que dès avril 2007, la requérante a fait valoir les raisons qui l'empêchaient de rentrer au Brésil, notamment les craintes pour le bien-être et la scolarité de ses enfants. Elle constate que la décision ne répond pas aux arguments avancés par la requérante et que partant l'acte attaqué méconnaît l'obligation de motivation.

## **4. Discussion**

Sur le moyen unique, il ressort de la lecture du dossier administratif que la demande d'autorisation de séjour de plus de trois introduite sur la base de l'ancien article 9, alinéa 3, de la Loi, le 3 janvier 2007, a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité en date du 5 février 2008, et qu'elle a été portée à la connaissance de la partie requérante, laquelle l'a signée. Par conséquent, force est de constater qu'il a été répondu à cette demande et que l'argumentaire de la partie requérante manque en fait.

## **5. Débats succincts**

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt et un octobre deux mille quatorze par :

Mme C. DE WREEDE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme S. DANDOY,	greffier assumé.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

S. DANDOY	C. DE WREEDE
-----------	--------------